

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA PAIX DE KEYNES (1919) FAUT-IL DÉSACRALISER L'IDOLE ?

Antoine Parent

OFCE, Sciences Po ; Université Paris 8, LED ;
Cliometrics And Complexity – IXXI, Complex Systems Institute-Ens Lyon

Gilles Vergnon

IEP Lyon, LARHRA

Keynes est-il le chantre de la paix si unanimement loué pour la clairvoyance de son propos, la justesse de son analyse, l'impartialité de son jugement ? Keynes a-t-il vu juste avant tous les autres en faisant du Traité de Versailles le terreau du nazisme ? Nous portons sur le texte de Keynes un double regard critique : un regard actuel pour revenir sur le « jugement de l'histoire » et discuter de la clairvoyance de Keynes dans la première partie de notre article ; un regard alimenté par les réactions de l'époque, dans la seconde partie de l'article, où nous analysons la réception de l'ouvrage de Keynes à sa sortie en France. Cette seconde partie peut se comprendre comme une forme de « test de robustesse », dans le contexte de l'époque, de notre analyse critique du texte de Keynes de la première partie. En effet, nous revisitons la lecture canonique et angélique de l'œuvre et la confrontons, notamment, à une lecture tombée dans l'oubli, celle d'Etienne Mantoux, qui soulignait en 1946 les apories et dangers du texte de Keynes (1919). Keynes fait-il dans *The Economic Consequences of Peace* (ECP, 1919) une lecture prémonitoire du nazisme ou son texte a-t-il servi à l'Allemagne de prétexte pour ne pas payer le montant des réparations ? Keynes (1919) est-il le chantre du pacifisme ou l'inspirateur de l'*appeasement* et du défaitisme qui facilita le réarmement de l'Allemagne nazie dans l'entre-deux-guerres ? Qu'est-ce qui fait la postérité d'une œuvre ? Telles sont les questions soulevées par notre article à la lecture d'ECP (1919). L'instrumentalisation d'un texte, la question du déni restent encore aujourd'hui des défis majeurs pour les chercheurs travaillant sur les legs de l'histoire.

Mots clés : Keynes, histoire de la pensée économique, guerre, paix, réparations, histoire économique, cliométrie et économie de la guerre.

Remerciements : Les auteurs remercient profondément l'éditeur pour la richesse et la profondeur des échanges sur le sujet. Ses remarques ainsi que celles des référés ont permis d'enrichir nos arguments.

En 1908, Keynes devient «Fellow » à King's College à l'Université de Cambridge et Directeur de l'*Economic Journal*. En décembre 1916, il est nommé haut fonctionnaire du Trésor britannique, chef de la Division chargée des finances extérieures. Dans le cadre de ses fonctions, en janvier 1917, il est chargé d'un mémoire technique sur le montant des réparations exigées à l'Allemagne. À ce titre, en 1918, il devient le représentant du Trésor dans la délégation britannique chargée de négocier les conditions de paix. Le Congrès de Versailles marque l'envol d'une carrière au firmament.

La légende de Keynes démarre avec le Traité de Versailles. Il a 36 ans lorsque le traité est signé. La construction de l'image, serait-on tenté de dire, l'écriture romanesque du personnage, mettent en scène son combat en faveur de la paix. Deux éléments structurant de sa pensée et de son action sont mis en avant : (i) tout d'abord sa thèse : l'objectif du traité est de « faire payer » l'Allemagne et n'adopte que le point de vue des vainqueurs ; (ii) son combat : l'annulation des dettes de guerre (auprès des États-Unis), son soutien au principe d'un plan d'investissement (un plan Marshall avant l'heure en quelque sorte), son hostilité au versement de réparations élevées par l'Allemagne, son combat pour leur limitation a minima *au nom* de principes d'harmonie et d'équilibre entre les nations, en temps de paix.

Pressentant, à la lecture d'un projet de traité le 7 mai 1919, ce qu'il appellera plus tard une *paix carthaginoise* (au détriment du vaincu), il démissionne le 19 mai (le traité sera signé le 28 juin 1919 et promulgué le 10 janvier 1920). Il est bon de rappeler que le retrait de Keynes est suivi dans la foulée des démissions du chef de la délégation allemande, le comte Ulrich von Brockdorff-Rantzau et du délégué Karl Melchior. La décision de Keynes est-elle une mise en scène prétexte au retrait allemand ? En tout cas, elle confère au retrait de la délégation allemande les parangons de la vertu outragée.

Le récit veut que, épuisé par les négociations de Versailles, Keynes se soit retiré fin juin 1919 à Charleston, pour s'atteler, chez des amis qui l'hébergent, à la rédaction de *The Economic Consequences of Peace* (ECP), qui sera publié en décembre 1919 et deviendra un succès de librairie avec 100 000 exemplaires vendus en langue anglaise (l'ouvrage sera traduit en français 3 mois plus tard en 1920).

Avec cette publication, la légende de l'oracle est née : l'humanisme, le pacifisme, le messianisme de Keynes sont alors les qualités de l'auteur unanimement louées.

Keynes l'humaniste : « La politique qui consisterait à réduire à la servitude une génération d'Allemands, à abaisser le niveau de vie de millions d'êtres humains et à priver de bonheur une nation tout entière, serait odieuse et abominable ... les nations ne sont autorisées ni par la religion ni par la morale naturelle à faire retomber sur les enfants de l'ennemi les crimes de leurs parents ou de leurs maîtres » (ECP, p. 221)... [ce serait] « l'un des actes les plus atroces accomplis par un vainqueur dans l'histoire du monde civilisé » (ECP, p. 170). La commission des réparations est vue par Keynes comme « un instrument d'oppression et de rapine » (ECP, p. 216). En effet, elle « est autorisée à faire pression sur le système fiscal allemand et sur les dépenses intérieures de l'Allemagne, afin de s'assurer que le paiement des réparations est la première charge qui pèse sur toutes les ressources du pays » (ECP, p. 213).

Keynes, le pacifiste : « Toute rupture des relations pacifiques aura pour [l'Allemagne] l'énorme avantage de [lui] permettre de ne pas rembourser [ses] dettes. Si, en revanche, on annule ces dettes, on encouragera efficacement la solidarité et l'amitié entre les nations récemment associées dans la guerre » (ECP, p. 268).

Keynes, le prophète : « Une victoire de la réaction en Allemagne serait regardée par tous comme une menace pour la sécurité de l'Europe (...). Si une nouvelle puissance militaire émergeait à l'Est, dont l'âme serait le Brandebourg et qui attirerait tous les talents militaires et les tempéraments d'aventuriers, tous ceux qui, en Europe orientale, centrale et sud-orientale regrettent les Empereurs et haïssent la démocratie, cette puissance (...) pourrait bien instaurer (...) une nouvelle domination napoléonienne » (ECP, 1919, p. 277).

Le Traité de Versailles serait donc le terreau de la montée du nazisme. Telle est la lecture dominante que font *ex post* les thuriféraires comme les simples lecteurs de Keynes (1919) : Keynes a eu raison contre tous, avant l'heure, et prédit l'avènement du nazisme, et ce serait de son caractère prémonitoire que l'ouvrage tirerait encore aujourd'hui sa force. Doit-on accorder une foi sans réserve à ce jugement, qui serait aussi celui de l'histoire ? Keynes (1919) fait-il preuve d'une lucidité prémonitoire ou au contraire d'un aveuglement face à l'histoire ? Est-il la blanche colombe de la paix ? Ses arguments contre

les réparations allemandes, la réponse qu'il veut « raisonnée » et « équilibrée » au bénéfice du perdant sont-ils pertinents et impartiaux ? Est-il exempt de toute influence et de tout parti-pris ? Telles sont les questions que nous posons dans cet article.

Notre réponse sera qu'on prête beaucoup au « jeune » Keynes. Notre argumentation prend appui d'une part sur la citation *in extenso* de longs passages d'ECP (1919) qui semblent étrangement passés sous silence, d'autre part sur les analyses critiques, injustement tombées dans les oubliettes de l'histoire, parues à la sortie de l'ouvrage en France, puis développées par Etienne Mantoux dans *La paix calomniée* (1946). En repartant dans un premier temps du texte de Keynes lui-même puis dans un second temps en analysant la réception de l'ouvrage en France, nous proposons ainsi au lecteur une lecture revisitée de l'ouvrage de Keynes de 1919. Ces deux lectures concourent en effet à reconsidérer la justesse des arguments politiques et économiques avancés par l'auteur. Comment alors expliquer la paternité toute autre qu'a laissée l'ouvrage dans les esprits ? Nous concluons en soulignant que cet ouvrage est typique d'un biais commun à bon nombre de grands auteurs : leur réputation dispense de les lire ... à tort.

1. Saint Keynes (1919), pacifiste et prophète

1.1. Ne pas tomber dans le piège d'une lecture anachronique du texte de Keynes (1919)

« Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte » : tel pourrait-on qualifier le travers spectaculaire dans lequel tombe le Nobel d'économie Amartya Sen (2015). L'auteur présente, en effet, ECP (1919) comme une sorte de répétition générale avant la *Théorie générale* de 1936 : « *Actually, the book that Keynes wrote attacking the treaty, ECP, was very substantially about the economic consequences of "imposed austerity"...* Those with an interest in history could easily see in this a reminder of the days of the Great Depression of the 1930s when cutting public expenditure seemed like a solution, rather than a problem ». L'analyse de Sen se révèle anachronique, en ce sens que le sujet « révélé » d'ECP serait déjà la question rémanente chez Keynes de l'équilibre de sous-emploi, alors que le sujet est bien celui de la guerre. Si l'on veut établir un parallèle historique pertinent, ce n'est pas avec La *Théorie générale* (1936) mais bien plutôt avec (i) d'une part, le pacifisme originel de Keynes que l'on peut dater des années 1903-1910, sous l'influence vraisemblable de

l'ouvrage de Norman Angell *Europe's Optical Illusion* (1910), influence en tout cas revendiquée comme telle par ce dernier ; (ii) d'autre part, avec les écrits de Keynes post *ECP* pour la SDN en 1929, et ceux de la fin des années 1930, juste avant l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale. Il est loisible en effet d'observer l'évolution, entre la Première et la Seconde guerre mondiale, de la pensée de Keynes sur la question des réparations de guerre.

Les biographes de Keynes s'accordent tous à reconnaître une première période pacifiste chez l'auteur qui va de ses années d'étudiant à Eton à sa position d'objecteur de conscience lors de la Première Guerre mondiale : Dostaler (2009, p. 233) rapporte que durant la seconde guerre des Boers (octobre 1899- mai 1902), Keynes, alors étudiant à Eton, demande conseil auprès de ses parents pour finalement refuser de se joindre aux volontaires levés sur le campus. Pendant la Première Guerre mondiale, le 28 février 1916, il écrit au Tribunal pour que soit reconnue son objection de conscience avec des motifs aux accents plus individualistes que de principe : « compte tenu des circonstances actuelles, je suis certain qu'il n'est pas de mon devoir de me livrer comme tel ». Sa demande lui est accordée sans autre forme de procès, ce qui, au vu des motifs invoqués, peut sembler relever d'une étrange mansuétude de la part des autorités britanniques, dans le contexte de l'engagement de l'Angleterre aux côtés de la France en 1916. La situation peut même paraître choquante si on la compare avec l'engagement des intellectuels français dans le conflit au même moment. À la décharge de Keynes, il faut relever que le parallèle avec la France n'est pas nécessairement pertinent car, contrairement à la France, il n'existait pas de conscription en Grande Bretagne jusqu'à son introduction par paliers à partir de 1916, et que donc les intellectuels français (au premier rang desquels Guillaume Apollinaire, Charles Péguy, Alain-Fournier, Louis Pergaud), qui ont payé un très lourd tribut à la guerre, n'avaient pas le choix de se désister.

Intellectuellement, enfin, les biographes de Keynes insistent sur l'influence qu'aurait eu sur Keynes l'ouvrage du pacifiste Norman Angell, *Europe's Optical Illusion* (1909), ouvrage dans lequel ce dernier défend l'idée (le moins que l'on puisse dire est que l'histoire lui aura donné tort...) que le temps des guerres est révolu, que la mondialisation en a eu raison, et que les nations doivent rationnellement s'engager dans la voie du désarmement. D'ailleurs, en 1921, Norman Angell reconnaît qu'*ECP* reprend sa vision, pour le moins singulière,

des indemnités de guerre comme néfastes aux vaincus comme aux vainqueurs, et plus encore aux vainqueurs qu'aux vaincus ! En ce sens, *ECP* (1919) serait un tribut à *Europe's Optical Illusion* (1910).

Entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, on peut vraiment parler de « deux poids, deux mesures » dans le cas du pacifisme de Keynes, en tout cas dans la façon dont il envisage les sanctions. En 1929, Keynes participe à une *Ebauche de Convention pour l'Assistance Financière par la Société des Nations*, qui propose d'utiliser l'arme financière, sanction dont il voulait épargner l'Allemagne en 1919, comme une mesure de prévention efficace pour enrayer la montée des tensions avant la Seconde Guerre mondiale. En 1935, il défend le principe des sanctions économiques contre l'Italie. En 1937, il évalue à neuf chances sur dix le fait que la menace de sanctions contre le Japon exerce sur ce pays un effet dissuasif à l'entrée en guerre. Il se dit convaincu de l'efficacité des sanctions économiques : « Je suis sûr que le monde sous-estime grandement l'effet des sanctions économiques » (Correspondance de Keynes: *Letter to Gladwyn Jebb, 29 September 1937, Volume 28 p. 83*). Certains voudront minorer le fait que Keynes revienne sur ses positions : peut-on reprocher à Keynes de changer d'avis à 20 ans d'intervalle – il ne serait de toute façon pas le premier ni le dernier – ; ne conviendrait-il pas plutôt rechercher ce qui a pu le faire changer de position entre ces deux dates ? Sur ce point, la réponse est sans appel : il s'agit dans les deux cas de deux forces de l'Axe (Allemagne et Japon), dans un contexte de montée des tensions ; solliciter 1937 pour juger de 1919 n'a ici rien d'anachronique : même si l'on veut à toute force voir en Keynes le précurseur d'une ONU avant l'heure, appliquant des sanctions internationales, force est de constater à la lecture de ce passage qu'à vérité de 1919, erreur au-delà. Ceci conduit à l'inévitable interrogation sur la partialité du récit de Keynes (1919).

1.2. Un aveuglement politique après la *Théorie Générale* (1936) ?

Robert Skidelsky, qui compte comme le biographe reconnu de Keynes pour son *John Maynard Keynes* en 3 volumes chez Macmillan (1983-2000), soutient en effet que Keynes manquait de vision politique et de compétences en matière de relations internationales. Certains passages ne semblent pas lui donner tort. En effet, Keynes assimile le combat des démocraties contre le totalitarisme à une « guerre de religion » : « J'envisage avec écœurement la tendance croissante à faire de la lutte entre les deux idéologies une autre Guerre de Religion,

à croire que l'issue peut ou sera déterminée par la force des armes ... La défaite serait un désastre complet. La victoire, comme d'habitude, serait inutile, et probablement pernicieuse » (*The New Statesman and Nation*, 10 juillet 1937, Volume 28 p. 61).

L'argument paraît en effet parfaitement spécieux en ce qu'il met sur le même plan les deux régimes démocratique et totalitaire, ce qui révèle une méconnaissance profonde des différences de nature entre ces deux régimes. En rendant ces régimes commensurables, Keynes commet une faute politique typique de certains courants du pacifisme de gauche d'alors. S'ajoute à cela la naïveté du credo selon lequel une solution économique aura raison de la guerre.

Il convient enfin de mentionner certaines des controverses politiques au sujet de la préface à la traduction allemande de la *Théorie générale*. Certains détracteurs de Keynes l'accusent d'avoir nourri des sympathies pour le régime nazi, avançant pour preuve l'évocation du totalitarisme comme régime privilégié pour appliquer l'interventionnisme économique, dans la préface de l'édition allemande de la GT (1936). Il existe cependant des doutes sur l'identité de l'auteur véritable de cette préface à l'édition allemande (Hagemann, 2014). S'il est légitime au nom de l'histoire des idées de rapporter ce fait, il est préférable au nom de la vérité historique de ne pas utiliser cet argument sulfureux pour instruire un faux procès à Keynes. Rappeler cette controverse est néanmoins utile à la compréhension des réactions suscitées par la réception des œuvres de Keynes à leur sortie. Celles-ci ont toujours fait débat.

Nous revenons maintenant au texte de Keynes (1919) proprement dit et en proposons des morceaux choisis qui tempèrent la vision d'un pacifisme immaculé chez l'auteur.

1.3. Les propositions politiques bien peu pacifistes d'ECP (1919)

Le « pacifisme » de Keynes est assorti d'un certain nombre de propositions et d'affirmations pour le moins surprenantes et toutes contestables qui confortent la thèse d'un aveuglement ou d'un parti-pris manifeste de l'auteur. En page 8, Keynes accepte le principe d'une partition de l'Empire austro-hongrois, pas de l'Empire allemand. Page 32, priver l'Allemagne de ses colonies est analysé par Keynes comme une spoliation qui placera l'Allemagne dans l'impossibilité de payer le montant des réparations. Et pourtant, que l'on songe seulement au sort du Sud-Ouest Africain allemand (actuelle Namibie) : le

massacre des Herero et des Namas par les troupes coloniales allemandes sous les ordres de Lothar von Trotha à partir de 1904 est considéré comme le premier génocide du XX^e siècle. Ce qui va nous intéresser ici est que ces faits sont consignés pour la première fois dans un rapport commandé en 1917 par le gouvernement britannique au juge Thomas O'Reilly et connu sous le nom de *The Blue Book* : Keynes en avait certainement connaissance puisque ce rapport coïncide avec son arrivée au Trésor britannique. Par ailleurs en page 18, il se montre totalement sourd à ce qu'a représenté pour la France l'amputation de son territoire en 1870 : « On ne peut pas remettre les pendules à zéro. On ne peut pas revenir à l'Europe de 1870 ».

Keynes se montre plus précis et avance des arguments pour le moins déroutants : L'Alsace-Lorraine est allemande et sa restitution à la France une spoliation : « Les dispositions qui viennent d'être esquissées, relatives à la propriété privée des Allemands dans les anciennes colonies allemandes, s'appliquent également à la propriété privée allemande en Alsace-Lorraine. Cela a une bien plus haute importance pratique que les expropriations similaires d'outremer, par suite de la beaucoup plus grande valeur de la propriété impliquée et de l'union plus étroite – résultant du développement de la richesse minière de ces provinces depuis 1871 – entre les intérêts économiques allemands qui s'y trouvent et ceux de l'Allemagne elle-même. *L'Alsace-Lorraine durant près de cinquante ans, a été une partie de l'Empire allemand – une considérable majorité de sa population est de langue allemande – le pays a été le théâtre de quelques-unes des plus importantes entreprises économiques de l'Allemagne.* Néanmoins la propriété des Allemands qui résident en Alsace-Lorraine ou qui ont fait des placements dans son industrie, est, à l'entière disposition du gouvernement français... Le gouvernement français est autorisé à exproprier sans indemnité les citoyens allemands » (ECP, p. 33).

La restitution de l'Alsace-Lorraine à la France est à mettre en tout cas en balance avec le montant des réparations que l'on exige de l'Allemagne : elle doit entrer en ligne de compte dans l'évaluation de la « capacité de l'Allemagne à payer ». Il doit y avoir un arbitrage entre cession territoriale et montant des réparations. Ces dernières devraient être diminuées du montant des cessions territoriales, ce doit être un élément de la négociation selon Keynes. Le langage qu'il emploie en page 92 (note de bas de page n° 52) est édifiant, au sens de criant de favoritisme envers l'Allemagne¹ : il parle ainsi de « cession » et non de

« restitution » : « On a estimé que la cession de territoires à la France, sans compter la perte de la Haute-Silésie, peut réduire la production allemande de lingots d'acier de 20 000 000 de tonnes à 14 000 000 de tonnes et faire passer celle de la France de 5 000 000 à 11 000 000 de tonnes ».

« L'affaire de la Sarre est un acte de rapine et de mensonge » (ECP, p. 39). L'auteur analyse l'affaire en ces termes : « En compensation de la destruction des mines de charbon dans le Nord de la France, et à valoir sur le montant des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cède à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre ». Tandis que le gouvernement de cette province est confié pour 15 ans à la Société des Nations, il faut remarquer que les mines sont cédées à la France d'une manière absolue. Dans 15 ans, la population sera appelée à indiquer, par un plébiscite, ses aspirations, relativement à la souveraineté sous laquelle devra être placé le pays. Au cas où elle choisirait l'union avec l'Allemagne, l'Allemagne pourrait racheter les mines à un prix payable en or ». (ECP, p. 39)

Le moins que l'on puisse dire est que l'annexion de l'Alsace-Lorraine en 1870 par l'Allemagne, pourtant non suivie d'un référendum d'auto-détermination, n'a pas suscité autant d'émoi chez Keynes !

Et c'est sans parler de la Silésie: « Économiquement, elle est foncièrement allemande ; les industries de l'Allemagne orientale se fournissent chez elle de charbon, sa perte serait un coup décisif porté à l'organisme économique de l'État allemand » (ECP, p. 40).

Cet ensemble de citations illustre, sinon un parti-pris pro-allemand, à tout le moins une totale méconnaissance ou surdité face à la question politique des nationalismes qui est pourtant au cœur des tensions et conflits de l'après-guerre et de l'entre-deux-guerres. Si l'on prend Keynes au mot, le vocabulaire employé relève du registre « colonial » puisqu'il est clairement énoncé que la Silésie et l'Alsace-Lorraine sont allemandes, car les entreprises allemandes viennent s'y servir en matières premières et qu'on y parle allemand ! Curieux discours pacifiste, tout de même...

1. À ce propos, dans l'un de ses 14 points, le Président Wilson reproche à la Prusse d'avoir annexé l'Alsace et la Lorraine, ce qui a créé des tensions durables entre la France et l'Allemagne.

1.4. Les incongruités économiques du texte

Si l'on peut pardonner à Keynes ses errements politiques au motif qu'il est avant tout économiste, on n'en sera que plus stupéfait par les arguments économiques déployés au nom du pacifisme.

Dans sa préface à l'édition française, Keynes se montre pugnace et combatif : « Mon livre a été publié en Angleterre il y a trois mois, et, bien qu'il ait été vivement critiqué, *nul n'a tenté sérieusement de s'attaquer aux arguments que je fais valoir quant aux moyens de l'Allemagne*. Les événements qui se sont succédé depuis que j'ai écrit, m'ont convaincu que les chiffres que je donne, loin d'être trop faibles, sont probablement trop élevés. En tout cas, *je puis dire que mes conclusions sur ce point particulier ne sont pas mises en doute, hors de France, dans les milieux compétents* ».

Au-delà de la pique sur les milieux compétents, l'ouvrage abonde en comparaisons statistiques oiseuses et procédés dont on peut douter : sur la question des réparations, dans ECP (1919), sa proposition (en millions de livres) est la suivante : France: 800 £ ; Angleterre: 570 £ ; Belgique: 500 £ ; Autres : 250 £. On ne peut juger cette répartition qu'édifiante et disproportionnée eu égard au montant des destructions sur le territoire français. La France est à la portion congrue : pourquoi ? Pourquoi l'Angleterre devrait-elle obtenir plus que la Belgique, alors que son territoire n'a pas été ravagé ? Il vient tout naturellement à l'esprit le vieil adage : « Charité bien ordonnée commence par soi-même » pour masquer ce qui n'est, d'évidence, que la traduction d'un nationalisme ou d'une préférence nationale chez Keynes (1919) qui contredit son pacifisme affiché. L'explication fournie par Keynes est plus décevante encore, dans le sens où il mobilise des arguments économiques qui se révèlent être des arguties à géométrie variable. En effet, pour la Belgique et la France, il raisonne en *pourcentage de la superficie du territoire détruit et non des richesses détruites*, ce qui implique une prime au petit pays (on note que la Belgique est, de ce point de vue, relativement avantagée par rapport à la France dans le montant des réparations). Pour la Grande Bretagne en revanche, non théâtre des opérations, l'auteur raisonne en termes de *manque à gagner dans les échanges du fait du blocus maritime et des attaques sous-marines*, ce qui fait que le montant des réparations dues à la Grande Bretagne passe devant celui de la Belgique, et n'est guère loin de celui de la France.

Un singulier contrefactuel qui débouche sur des contre-vérités

L'audace la plus grande et la plus fallacieuse concerne à n'en pas douter la proposition contrefactuelle à laquelle Keynes se livre dans l'ouvrage. Il commence pour justifier ses choix par évoquer un voile d'ignorance dans lequel chacun se trouvait à la veille de la guerre de 1870 : « En 1870, nul ne pouvait dire quelles seraient les capacités productives de l'Allemagne en 1910 » (ECP, p. 97). Nul ne pouvait donc préjuger de l'amputation économique dont la France allait être victime. Les Allemands en annexant l'Alsace-Lorraine, eux ne s'y sont pas trompés... Keynes produit alors la statistique qui justifie son argumentaire : « La richesse de la France en 1871 était égale à environ la moitié de la fortune de l'Allemagne en 1913 » (ECP, p. 96). Le gros problème à l'appui de sa démonstration visant à minorer le montant des réparations dues à la France en 1919, est qu'il produit une statistique minorant la richesse française en l'amputant en 1871 de l'Alsace-Lorraine et en la comparant à la richesse de l'Allemagne incluant l'Alsace-Lorraine en 1910. Ce procédé, incorrect sur le plan contrefactuel et par conséquent hautement contestable quant au fond, détonne sous la plume de Keynes.

Pourtant, il concède que « 75 % du minerai de fer levé en Allemagne en 1913 provenait d'Alsace-Lorraine » (p. 46). En toute rigueur, un vrai contrefactuel, pour évaluer plus correctement (approcher en tout cas) le montant exact des réparations dues à la France, aurait nécessité de réintégrer la valeur produite par l'Alsace-Lorraine dans la richesse française en 1910, et de la comparer à la richesse allemande de 1910, amputée de l'Alsace-Lorraine. Le montant des réparations (du manque à gagner de la France du fait de l'amputation de l'Alsace-Lorraine en 1870) eût alors été correctement évalué (si l'on prend comme Keynes l'année 1910 comme proxy de 1913). Il y a donc dans ECP (1919) une instrumentalisation statistique de la part de Keynes qui dénature la qualité et la portée de la démonstration et la crédibilité de l'ouvrage. Ceci pose la question du statut de l'ouvrage dans l'œuvre de Keynes : rapport élaboré par un quasi-fonctionnaire exerçant son droit de critique ? Analyse financière et économique ? Rapport d'un simple sujet de la Reine ? Œuvre de polémiste assumée comme telle ? Assurément un mixte de tout cela dont joue Keynes (1919) pour emporter le lecteur en jouant sur le registre de la force de conviction.

Dernière touche qui parachève l'ensemble, l'auteur envisage comme une possibilité équitable de proportionner le montant des réparations allemandes en 1919 au montant du tribut payé par la France à l'Allemagne en 1870.

La suggestion subliminale choquante

Keynes (1919) avance l'idée qu'équilibrer le tribut de guerre de 1870 versé par la France à l'Allemagne et le montant des réparations dues par l'Allemagne à la France en 1919 serait une manière pratique et possible d'envisager les choses :

« Nous en arrivons donc à cette conclusion finale que, en tenant compte de tous les moyens de règlement – richesses immédiatement cessibles, propriété cédée et tribut annuel –, la capacité de paiement de l'Allemagne est fixée au chiffre maximum de 2 milliards de livres sterling. Dans les circonstances actuelles, nous ne pensons pas que l'Allemagne puisse payer autant. Que ceux qui considèrent le chiffre ci-dessus comme très faible se souviennent de la comparaison suivante, qui mérite d'être notée... une indemnité allemande de 500 000 000 de livres sterling serait à peu près égale à la somme payée par la France en 1871 » (ECP, p. 96).

Keynes propose en somme que l'Allemagne rembourse à la France ce qu'elle lui a pris en 1870. Cette équivalence entre tribut de guerre et réparation des dommages de guerre causés par l'envahisseur que Keynes avance comme une réponse possible au problème des réparations met sur le même plan, confond pourrait-on dire, pouvoir arbitraire du vainqueur en 1870 et réparation juste des dommages de guerre subis en 1918. Sur un plan comptable, on peut estimer que la ficelle est un peu grosse car la proposition de Keynes à travers ce mode de compensation aboutit à diviser par 4 les estimations les plus basses du montant des réparations allemandes (2 milliards de livres). Or, il va sans dire que les destructions sur le territoire français en 1918 représentent bien plus que 4 fois celles occasionnées par la guerre de 1870, qui ne dura que quelques mois. On est donc *a minima* dans un rapport de 1 à 16, au bénéfice de l'Allemagne, avec cette proposition de Keynes.

Les passages dans ECP (1919) où le doute est permis quant à la valeur des justifications économiques avancées par Keynes sont si nombreux que l'on se doit de mentionner à ce stade de l'analyse d'autres facteurs explicatifs qui relèvent assurément d'un registre plus personnel.

Les partis-pris de Keynes (1919)

Nous avons jusque-là pu illustrer qu'un certain nombre des analyses de Keynes (1919) étaient non fondées : la paix est-elle avant tout une affaire économique ? L'histoire lui a donné tort. Keynes (1919) se révèle partial dans son analyse géopolitique. Il instrumentalise l'analyse statistique pour distordre la réalité et prétend fournir des chiffres indiscutables servant de base à une évaluation équitable du montant des réparations. Clairement, ECP (1919) n'est pas du niveau de *La Théorie générale* (1936) ou d'autres de ses écrits : il ne faut pas y rechercher de « preuve » par l'analyse économique.

Si le caractère scientifique de l'œuvre est plus que contestable, il s'agit maintenant d'essayer de trouver des explications aux jugements (plus qu'aux analyses économiques) qu'il comporte. Il est peut-être opportun de renvoyer au « jeune » Marx de *l'Idéologie allemande* (1846) en réponse au « jeune » Keynes : l'ouvrage de Keynes de 1919 évoque en effet ce que Marx (1846) décrit comme l'attribut de toute classe dominante qui consiste à faire passer pour universel ce qui relève de ses propres préférences de classe ou personnelles. Les arguments difficilement soutenables tant au plan politique qu'économique et diplomatique qui émaillent ECP (1919) laissent à penser que la source de tout ceci relève certainement d'un registre autre, psychologique, psychanalytique, sentimental.

C'est en tout cas ce que suggèrent certains auteurs. Bernard Gazier (2009) mentionne des nurses allemandes et la familiarisation de Keynes dès l'enfance avec la langue et la culture allemande. On sait que Keynes restera à tout jamais marqué par sa rencontre début 1919 à Trèves avec le banquier Karl Melchior² de la banque Warburg, un des représentants de la délégation allemande, qu'il sympathisera plus tard avec Cuno (expert à Versailles, Chancelier en 1923) et Schacht (Directeur de la Reichbank, puis Ministre du III^e Reich). L'affection de Keynes pour Melchior est connue et certaines sources insistent sur le fait qu'elle permet d'éclairer sous un autre jour certaines des positions défendues par Keynes. Schuker (2014) soutient par exemple que Keynes a continué après le Traité de Versailles à jouer un rôle partisan non

2. Fasciné par cette rencontre, Keynes rédige en 1921 un essai intitulé *Dr Melchior : A Defeated Enemy* dont le contenu fut seulement diffusé au sein d'un cercle restreint – *Memoir Club* du *Bloomsbury Group* (Valade, 2018). L'essai est publié en 1949, trois ans après sa mort, dans *Two Memoirs* (voir la recension de Robinson, 1949), un ouvrage qui inclut également de nombreux souvenirs de jeunesse à l'Université de Cambridge.

reconnu dans la diplomatie de réparation des années 1920. Exhumant des sources allemandes inédites, il suggère ainsi que la relation intime entre Keynes et Melchior s'est poursuivie après le Traité de Versailles et a pu influencer les relations diplomatiques de l'entre-deux-guerres. Moggridge et Skidelsky (2015) dénoncent la vision de Schuker selon laquelle les arguments « scientifiques » de Keynes contre la politique de réparation ont été déformés par la passion politique et par l'attachement « émotionnel » de Keynes à Karl Melchior. Selon ces auteurs, les analyses de Keynes se suffisent à elles-mêmes et Schuker n'apporte pas de preuve d'un lien entre les analyses économiques et les préférences personnelles de Keynes. Notons également que Ferrari Bravo (1989) évoque lui aussi le rôle particulier qu'aurait tenu Keynes dans la rédaction de la note de réparation allemande de juin 1923. Nous nous tournons maintenant vers l'accueil de l'ouvrage de Keynes (1919) en France.

2. La réception de Keynes en France, avant et autour d'Etienne Mantoux

Les Conséquences économiques de la paix, publiées à Londres en décembre 1919, traduites dès 1924 en onze langues, ont parfois été comparées aux *Réflexions sur la Révolution française* d'Edmond Burke, pour l'influence qu'elles exercèrent sur l'esprit public³. L'historien britannique Adam Tooze la résume d'une phrase : « avec son livre dévastateur, nul ne fit mieux que lui pour saper la légitimité politique du Traité de Versailles », ajoutant que sa critique « représente à la fois un reflet de la désillusion ambiante qui suivit la paix... et une contribution majeure à celle-ci »⁴. Dès sa parution en France (deux tirages successifs en 1920⁵), il ouvre un vaste débat que l'on peut différencier selon le moment et les registres d'écriture : réactions « à chaud » de journalistes ou de protagonistes de la négociation dans les années 1920, discussion à la fois argumentée et passionnée des thèses de Keynes par un jeune économiste, près de 25 ans plus tard.

3. C'est la comparaison que fait Etienne Mantoux, *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, Gallimard, 1946, réédit. Bruxelles, Ultraletters, 2017, p. 32.

4. Adam Tooze, *Le déluge 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*, Paris, Les Belles Lettres, 2015, p. 282.

5. 5 500 exemplaires au premier tirage (avril 1920), 3 300 au second (octobre 1920) selon François Crouzet, « Réactions françaises devant les *Conséquences économiques de la paix*, de Keynes », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 19, 1972, p. 16-26.

2.1. Deux contextes, trois registres

L'ouvrage de Keynes, avant même sa traduction et sa sortie publique en France chez un éditeur déjà prestigieux en avril 1920⁶, soulève l'attention des journalistes. Dès le mois de décembre 1919, *L'Action française*, alors à l'acmé de son influence, signale qu'un « Anglais vient de publier un livre... qui confirme ce que nous avons toujours dit : la France a dû être défendue par Clemenceau, et c'est de son conseiller technique Tardieu que proviennent les immenses faiblesses du traité »⁷. Le lendemain, le quotidien monarchiste revient sur le sujet, sous la plume de son chroniqueur d'histoire, Jacques Bainville, qui met en relation (sans connaître peut-être les relations personnelles entre les deux hommes) les propos de Keynes avec ceux du banquier allemand qui attestent tous deux de la volonté allemande de « ne pas payer »⁸. En 1920, ce sont 55 occurrences du nom de Keynes ou du titre de son livre que l'on relève dans le même journal. À l'autre bord du spectre politique, *L'Humanité*, porte-voix d'un parti socialiste en pleine radicalisation, sur la route du Congrès de Tours, signale sous un titre très approubatif (« Comment Paris a trahi le monde ») le compte rendu du livre de Keynes paru dans le *Daily Herald*, sous la plume de son ami, l'économiste Norman Angell, avant de revenir sur l'ouvrage le jour même de la promulgation du traité, saluant « un impitoyable réquisitoire » qui « devrait être entre toutes les mains »⁹. Mais on trouve, sinon des comptes rendus du moins des allusions dans de nombreux journaux français, quotidiens et revues¹⁰, et le livre est débattu jusqu'à la Chambre des députés, où Louis Loucheur, député du Nord et conseiller économique de Clemenceau à la conférence de la paix, dénonce une « indigne accusation »¹¹.

Cette critique est relayée par les ouvrages de Jacques Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, (1920), le plaidoyer d'André Tardieu, *La Paix*, (1921), préfacé par Georges Clemenceau, puis *Grandeur et*

6. L'ouvrage, traduit par Paul Frank, est publié aux Editions de la *Nouvelle Revue française*, dirigée par Gaston Gallimard, future collection « blanche » de l'éditeur.

7. « Un Anglais vient de publier... », *L'Action française*, 27 décembre 1919.

8. « Pour ne pas payer... », *ibid.*, 28 décembre 1919.

9. « Comment Paris a trahi le monde. Un délégué anglais condamne la conférence de la paix », *L'Humanité*, 24 décembre 1919 ; « La paix... et le chaos en Europe », *ibid.*, 10 janvier 1920.

10. 24 occurrences du nom « Keynes » dans le clemenciste *L'Homme libre* en 1920, 21 dans *Le Matin*, 16 dans *Le Temps*, 14 dans *Le Figaro*, 6 seulement dans le *Petit Parisien* et 4 dans *Le Petit Journal* : sans surprise, la presse « élitaine » cite davantage le nom de Keynes et son livre que la presse dite « populaire » à gros tirage : il n'en reste pas moins que le nom de l'économiste anglais et le résumé de ses propos, même fait de manière succincte et hostile, sont présents dans la presse en 1920.

11. *Le Temps*, 8 juillet 1920.

misère d'une victoire, l'ouvrage posthume de ce dernier (1930)¹². Le premier, qui affirme pourtant que « ce livre n'est pas une réponse à Keynes »¹³, le discute cependant systématiquement, tout en le jugeant comme « un pamphlet d'apparence scientifique... devenu le manuel de tous ceux qui souhaitent que l'Allemagne ne paye pas ou paye le moins possible les frais de son entreprise manquée »¹⁴. Mais, ajoute-t-il « dans son parti-pris évident pour l'Allemagne, sa thèse est déjà jugée »¹⁵. Le second, qui l'a côtoyé à la Conférence de la paix dans la délégation française, relève son « arrogance intellectuelle », son « sentiment naturel de supériorité » et son « mépris pour presque tous ses supérieurs » de la délégation britannique¹⁶. Mais il n'y a pas non plus de discussion explicite et précise de son point de vue : Keynes se discrédite selon Tardieu par la « violence de ses propos », son parti-pris pro-allemand et son « égoïsme insulaire qui ignore ce que c'est que l'invasion »¹⁷. Le troisième se contente de mentionner un « livre à grand tapage » qui, en influençant le Premier ministre britannique, David Lloyd George, aurait dès 1920, tenu sa place dans les premiers « abandons » du Traité de Versailles¹⁸.

C'est d'un tout autre registre que relève l'ouvrage d'Etienne Mantoux, *The Cartaginian Peace, or the Economic consequences of Mr Keynes*, rédigé et publié initialement en anglais, traduit et publié en français chez Gallimard sous le titre *La paix calomniée ou les conséquences économiques de Monsieur Keynes*¹⁹. Il diffère des précédents livres autant par la date d'écriture que la personnalité de son auteur. Le livre est rédigé en 1942-1943 aux États-Unis, à Princeton, par un jeune chercheur, né en 1913, ancien étudiant de la *London School of Economics* où il suivit les cours d'Harold Laski et Friedrich von Hayek, deux personnalités et deux enseignements radicalement différents... avant de soutenir à Lyon un doctorat en droit en 1941 sur « L'Épargne

12. Jacques Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, Fayard, 1920, en ligne sur le site de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) classiques.uqac.ca ; André Tardieu, *La Paix*, Payot, 1921, réédité Perrin, 2019 ; Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Plon, 1930, réédité Perrin, « Tempus », 2016.

13. J. Bainville, *op.cit.*, p. 7.

14. *Ibid.*, p. 12.

15. *Ibid.*, p. 14.

16. André Tardieu, *La Paix, op.cit.*, p. 72 et 254.

17. *Ibid.*, p. 116.

18. Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères...*, *op.cit.*, p. 262-263.

19. Etienne Mantoux, *La Paix calomniée* (désormais LPC), Paris, Gallimard, 1946, réédité. Bruxelles, Ultraletters, 2017, p. 302. C'est cette réédition que nous utilisons. La version originale est numérisée sur le site classiques.uqac.ca.

forcée monétaire ». Engagé volontaire dans les Forces aériennes françaises libres (FAFL), il est affecté comme observateur à la division Leclerc, et c'est de son *Piper Cub*, un avion d'observation, qu'il lance un message le 24 août 1944 aux insurgés parisiens de la Préfecture de Police « Tenez bon, nous arrivons »²⁰. Il trouve la mort en Allemagne le 29 avril 1945, quelques jours avant la fin des combats, à 32 ans.

Mais Etienne Mantoux est aussi le fils de Paul Mantoux, historien de l'économie et interprète de la délégation française à la Conférence de la paix. Son livre, écrit au cœur de la Seconde Guerre mondiale, dont l'auteur est, à sa modeste place, un participant, se veut la réponse d'une génération, *la sienne*, à celle de Keynes : « C'est à la nouvelle génération que M. Keynes, il y a vingt-cinq ans, dédiait son livre : le livre que voici est une réponse venue de cette génération »²¹.

2.2. Etienne Mantoux, critique de Keynes (1919) : Keynes précurseur de l'apaisement ?

Cette réponse est un acte d'accusation. Pour Etienne Mantoux, le « *meaculpisme* »²² diffusé dans les sociétés britannique et française a contribué à paralyser leurs gouvernements face à Hitler : « Les injures à l'égard du Diktat étaient un des refrains favoris de sa guerre à grand spectacle. Et voici que dans ses invectives résonnait dans bien des oreilles, comme un écho sinistre des *Conséquences économiques de la Paix* ». ²³

Derrière les accords de Munich, « apogée du *meaculpisme* », ajoute-t-il, « la lourde pression du complexe de culpabilité », et l'indignation tardive de Keynes contre l'abandon de la Tchécoslovaquie furent fort mal placées : c'est bien en défense de l'une des principales conséquences territoriales du Traité de Versailles qu'il fallait défendre la Tchécoslovaquie et qu'il faudra défendre la Pologne²⁴...

Etienne Mantoux va plus loin encore et juge que derrière la défaite française de 1940, il y a la non-application du Traité de Versailles qui a laissé intacte la puissance allemande. Derrière le Pierre Laval de Vichy en 1940, il voit le député de la Seine de 1919 hostile au traité : « Ce conciliateur était l'un de ceux qui, en 1919, avait voté contre le Traité

20. Une scène visible dans le film *Paris brûle-t-il ?* de René Clément (1964).

21. *LPC*, p. 302.

22. *Ibid.*, p. 46.

23. *Ibid.*, p. 47.

24. *Ibid.*, p. 49.

de Versailles »²⁵. Mieux aurait valu en 1940, ajoute-t-il un Clemenceau, un Poincaré, un Foch ou un Tardieu, un de ces « enragés » selon Keynes, qui n'auraient « jamais signé l'armistice et auraient combattu jusqu'à la fin »²⁶. Derrière « les fumées et les flammes de Dunkerque », il perçoit une « défaite intellectuelle et morale » de démocraties désarmées devant Hitler²⁷.

Derrière le retrait des États-Unis de l'édifice diplomatique péniblement érigé par les vainqueurs après la non ratification du Traité de Versailles par le Sénat, il voit encore une responsabilité de Keynes dont les attaques contre le président Wilson ont été pain béni pour les opposants au traité. Son livre, paru en janvier 1920 aux États-Unis, fut entre les mains des ennemis du Président une « arme de premier ordre », ajoute-t-il, et de larges extraits en furent lus au Sénat par le sénateur républicain William Borah, *The Lion of Idaho*, un des chefs de file de l'isolationnisme²⁸. Après le retrait des États-Unis, « les horreurs de Versailles devinrent un véritable article de foi »²⁹ et nourrirent le neutralisme américain. La charge de Mantoux, qui trace une ligne directe entre les débats de 1919-1920 et l'« expiation » de juin 1940³⁰, s'appuie évidemment sur la force du fait accompli, avec toute la faiblesse intrinsèque de ce type de raisonnement: *post hoc propter hoc*...

Sur le fond, elle ne diffère pas vraiment de ce que Bainville, ou surtout Clemenceau avaient pu écrire quinze ou vingt ans auparavant, ce dernier fustigeant en 1929 l'abandon d'une politique ferme d'application du traité et le « chloroformage » du peuple français³¹. Quant à l'influence du livre de Keynes sur l'esprit public, au moins français, des années d'après-guerre, en tous cas après 1924, il faudrait des études minutieuses de la presse et des débats parlementaires pour en faire la démonstration. Mais ces remarques ne sont sans doute pas l'essentiel de ce qu'un lecteur d'aujourd'hui peut retenir de la critique d'Etienne Mantoux, cent ans après la ratification du Traité de Versailles.

25. *Ibid.*, p. 64.

26. *Ibid.*, p. 63.

27. *Ibid.*, p. 41

28. *Ibid.*, p. 37.

29. *Ibid.*, p. 38.

30. *Ibid.*, p. 49.

31. G. Clemenceau, *Grandeurs et misères...*, *op.cit.*, p. 305, cité par Samuel Tomei, « Grandeurs et misères d'une victoire », in Sylvie Brodziak et Caroline Fontaine (dirs.), *Georges Clemenceau et la Grande Guerre (1906-1929). Actes du colloque tenu au Sénat les 20-21 novembre 2009*, Paris, Geste Editions, 2010, p. 237.

2.3. Quelles forces mènent le monde ? Des limites de l'économicisme...

Une des accusations principales portées par Keynes est le reproche aux *Peacemakers* de 1919 d'avoir négligé le « problème économique fondamental d'une Europe mourant de faim » et préférant s'intéresser aux « pseudo problèmes » de frontières et de souveraineté³². Outre le fait que l'accusation est inexacte – il existe, comme le rappelle Mantoux, un Conseil suprême économique où siégea Keynes dont la section des secours, présidée par Herbert Hoover distribua 35 millions de tonnes de fournitures –, elle sous-estime le fait que les questions de frontières et de nationalités furent bien au cœur des origines de la guerre et, partant, de sa sortie : « *C'est la question d'Autriche qui déclencha la guerre en 1914 et, la même année, la question d'Irlande, cet abcès chronique au flanc de la politique intérieure britannique, avait amené le pays au bord de la guerre civile* »³³.

La dynamique même de la guerre l'a transformée en « guerre de libération » des peuples et des minorités nationales, écrit Mantoux citant Clemenceau³⁴, et la Conférence de la paix devait difficilement concilier le principe d'autodétermination avec la constitution d'États nationaux viables : le « plébiscite permanent » cher à Ernest Renan ne valant à ses yeux que pour des entités anciennes et déjà stabilisées, et non pour de fragiles nations en formation³⁵. Partie elle aussi de la « violation d'une frontière » en septembre 1939, la « guerre actuelle » pour « sa sauvegarde des frontières », soit le droit des peuples à « choisir la forme de gouvernement sous lequel ils veulent vivre » se confond avec la lutte pour la démocratie³⁶. D'ailleurs, pointe-t-il ironiquement, si la « cohérence économique » est le critère ultime d'une bonne paix, comme le suggère Keynes, la fusion de toute l'Europe sous une autorité centrale, telle que l'a pratiqué le III^e Reich de 1940 à 1944, n'est-elle pas une bonne solution ?

Plus largement, Etienne Mantoux, lui-même un économiste, critique une « interprétation économique de l'histoire »³⁷, un economicisme de Keynes analogue à celui de Norman Angell (un ami de Keynes...) avant 1914. Celui-ci estimait ainsi en 1909 dans son livre

32. *LPC*, p. 68-69.

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*, p. 71.

35. *Ibid.*, p. 74.

36. *Ibid.*, p. 283.

37. *Ibid.*, p. 82.

Europe's Optical Illusion que l'ampleur des liens économiques et commerciaux entre les puissances rendrait une guerre générale économiquement irrationnelle et finalement « futile »³⁸.

Or, « futile » ou non, la guerre eut lieu... et le propre des guerres, *a fortiori* de cette ampleur, est qu'elles débouchent sur des situations très difficiles à résoudre rationnellement... Sauf à annihiler complètement l'ennemi vaincu, ce qui est le vrai sens d'une « paix carthaginoise », si du moins l'on entend celle-ci comme l'anéantissement définitif de Carthage par la République romaine à l'issue de la III^e Guerre punique au II^e siècle avant J.-C. Ou sauf à lui tendre la main, ce qui ne pouvait relever que du *wishful thinking* en 1919-1920, du fait de la germanophobie dominante des opinions britannique comme française, qui s'exprime par le vote dans les « élections kaki » de décembre 1918 au Royaume-Uni ou « bleu horizon » de novembre 1919 en France.

Comme aimait à le rappeler un des adversaires de Napoléon, le duc de Wellington, « rien, sinon une bataille perdue, n'est aussi mélancolique qu'une bataille gagnée ». Etienne Mantoux, à sa manière, ne dit pas autre chose : « l'humanité n'est pas une institution philanthropique » et la paix, « qui apporta à des millions d'hommes la libération, ne fit pas régner le paradis sur terre » ni ne pouvait construire « une nouvelle Jérusalem »³⁹. La paix de Versailles aurait peut-être pu être meilleure... ou pire. Elle n'aurait sans doute pas pu être « radicalement différente sur l'essentiel », pour suivre l'historien Georges-Henri Soutou⁴⁰, en raison de l'état des opinions et des sociétés, des différends entre vainqueurs comme du « ressentiment inévitable » des vaincus⁴¹. Derrière cette « incompréhension fondamentale... des questions politiques », relevées déjà par l'historien Bruno Cabanes⁴², on trouve sans doute chez Keynes la posture d'un pacifiste libéral du *Bloomsbury set*, qui continue à mener au cœur de la guerre une *giddy life* en pleine bataille de Verdun et dit profiter des bombardements de Paris en mars 1918 qui raréfient la clientèle pour se procurer à bon compte des toiles de la collection Degas⁴³... François Crouzet, qui

38. Norman Angell, *Europe Optical's Illusion*, Londres, Simpkin, Marshall, Hamilton, 1909 ; l'ouvrage, un succès international, est publié en français en 1910 chez Hachette sous le titre *La Grande illusion*.

39. *LPC*, p. 271 et 26.

40. Georges-Henri Soutou, « Présentation », André Tardieu, *La Paix*, *op.cit.*, p.9.

41. *LPC*, p.26.

42. Bruno Cabanes, « Clemenceau vu par Keynes », in *Georges Clemenceau et la grande Guerre 1906-1929*, *op.cit.*, p. 203-216.

43. Cité par François Crouzet, art.cité.

cite ces anecdotes, dépeint Keynes, sans doute avec raison, comme « un spectateur horrifié, mais non engagé » de la guerre, qui peine à comprendre qu'un Clemenceau, par ailleurs loin d'être le demiurge de la conférence, était bien en-deçà des exigences d'une opinion française sans doute mieux incarnée par ce soldat qui écrit le 1er juillet 1919 que « les hommes noirs ont gâché le travail des hommes bleus. Nos politiques ont été des bousilleurs. Il eût fallu Foch dictateur, Foch faiseur de paix. Foch, et non pas Clemenceau »⁴⁴.

Au-delà de son propre cas, la position de Keynes est révélatrice d'oppositions profondes entre deux pays qui ont très inégalement souffert de la guerre, et, au-delà, de deux *intelligentsias* profondément différentes : peu de choses en commun entre des intellectuels britanniques majoritairement issus de *l'upper middle class* et des intellectuels français qui valorisent, parfois à l'excès, leurs propres parcours « méritocratiques »...

Reste que, quelle que soit l'appréciation du Traité de Versailles, les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ne suivront pas les propositions finales d'Etienne Mantoux qui entendait, dans les dernières pages de son livre⁴⁵, contribuer au futur traité de paix. Il aurait dû, selon lui, se fonder sur le « remède héroïque d'un échange de populations », une « organisation défensive solide » avec le Rhin comme frontière occidentale de l'Allemagne, un « système complet de réparations » ferme cette fois, une « socialisation des industries allemandes... qui au lieu de les détruire, les ferait servir à la société des peuples »⁴⁶. Cette voie, pour le coup celle, cette fois, d'une authentique « paix carthaginoise », ne fut pas celle choisie finalement par les Alliés⁴⁷. On ne peut rétrospectivement que s'en féliciter...

44. Cité par Bruno Cabanes, art. cité, p. 213. Le service du contrôle postal estime que cette lettre exprime l'opinion générale.

45. Ecrit, rappelons-le, au cœur d'un conflit, dont il ne vit pas l'aboutissement.

46. *LPC*, p. 292.

47. Mis à part ce que Mantoux dénomme « le tranchement du nœud gordien des nationalités » en Poméranie, en Prusse orientale et dans les Sudètes (*ibid.*, p. 285) réalisé par la combinaison de la fuite des populations allemandes devant les troupes soviétiques, ainsi que par une vraie « épuration ethnique » de ces mêmes populations, imposée par les nouvelles autorités soviétiques, polonaises et tchécoslovaques.

3. Conclusion

Bon nombre de lecteurs d'aujourd'hui préfèrent insister sur le caractère prémonitoire de l'œuvre qui reposerait sur une bonne compréhension de l'histoire. Nous avons tenté de mettre en évidence qu'il y avait plutôt chez Keynes (1919) une cécité face aux enjeux de son temps, si l'on se réfère par exemple à son traitement de la question d'Alsace-Lorraine. Pour ce qui est du caractère prophétique de l'ouvrage, qu'en est-il véritablement ? Hitler est-il le « produit du Traité de Versailles », selon une assertion devenue un lieu commun ? Outre le fait que cette affirmation laisse de côté l'« ère de Locarno » (1925-1929) quand Briand et Stresemann semblent ouvrir une nouvelle séquence de relations franco-allemandes fondée sur l'acceptation de leurs frontières et une application renégociée des réparations, elle laisse de côté les conséquences dévastatrices de la grande crise de 1929, qui balaye les économies européennes. Dans les faits, l'Allemagne, qui a retrouvé la prospérité après l'hyperinflation n'a du coup payé qu'une faible part des réparations prévues et si l'on veut faire de l'histoire contrefactuelle, il faudrait en toute rigueur tester l'hypothèse inverse : *quid* d'une Allemagne qui se serait acquittée, sinon de la totalité des réparations, du moins d'une part substantielle de celles-ci ? Ceci aurait-il empêché ou freiné le réarmement hitlérien ?

Reste que, quelles que soient les critiques que l'on puisse lui faire, il n'y avait guère d'autre traité possible que le Traité de Versailles, et celui-ci fut d'emblée sapé par le retrait des États-Unis du dispositif prévu. Et il n'y avait guère de défaite « acceptable » dans une Allemagne où l'on n'avait pas le sentiment d'être réellement vaincu. Comme l'a écrit l'historienne canadienne Margaret Mc Millan, « les négociateurs se sont trouvés aux prises avec la réalité, non avec le possible, avec ce qui était, et non avec ce qui aurait dû être »⁴⁸.

Références

Angell N., 1909, *Europe's Optical Illusion*, London, Simpkin, Hamilton&co.

Angell N., 1910, *La Grande Illusion*, Paris, Hachette.

48. Margaret MacMillan, *Les Artisans de la paix. Comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, Paris, JC Lattès, 2006, p. 627.

- Bainville J., 1920, *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, Fayard, en ligne sur le site de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) classiques.uqac.ca
- Brodziak S. et C. Fontaine (dirs.), 2010, *Georges Clemenceau et la Grande Guerre (1906-1929). Actes du colloque tenu au Sénat les 20-21 novembre 2009*, Paris, Geste Editions.
- Ferrari Bravo G., 1989, « 'In the Name of Our Mutual Friend...' The Keynes-Cuno Affair », *Journal of Contemporary History*, vol. 24, n° 1, pp. 147-168.
- Clemenceau G., 1930, *Grandeurs et misères d'une victoire*, réédit. Perrin, « Tempus », 2016.
- Crouzet F., 1972/19, « Réactions françaises devant les Conséquences économiques de la paix, de Keynes », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, p. 16-26.
- Dostaler G., 2009, *Keynes and his Battles*, Edward Elgar.
- Dostaler G., 2002, « Keynes et la politique », Université du Québec à Montréal (document de travail).
- Gazier B., 2009, *John Maynard Keynes*, Collection Que Sais-Je, PUF, Paris.
- Hagemann H., 2014, « The German Edition of Keynes's General Theory: Controversies on the Preface », *Research in the History of Economic Thought and Methodology*, n° 32, pp. 159-166.
- Keynes J. M., 1919, *The Economic Consequences of Peace*, New York, Harcourt, Brace, and Howe.
- Keynes J. M., 1920, *Les conséquences économiques de la paix*, Trad. de l'anglais par Paul Franck, Collection Blanche, Gallimard, Parution : 01-04-1920.
- Keynes J. M., 1936, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 2017 (1re éd. 1936), 493 p.
- Keynes J. M., 1937, *Letter to Gladwyn Jebb*, 29 September 1937, Collected Writings, vol. 28, p. 83.
- Keynes J. M., 1937, *The New Statesman and Nation*, 10 July 1937, volume 28, p. 61.
- Mac Millan M., 2006, *Les Artisans de la paix. Comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, Paris, JC Lattès.
- Mantoux E., 1946, *The Carthaginian Peace, or the Economic Consequences of Mr Keynes*, Oxford University press.
- Mantoux E., 1946, *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, Paris, Gallimard, réédit. Bruxelles, Ultraletters, 2017.
- Marx K., 1846, *L'idéologie allemande*, Paris, Les Éditions sociales, 1970, 155 p.

- Moggridge D. et R. Skidelsky, 2015, « Critique of Schuker. J.-M. Keynes and the Personal Politics of Reparations », *Diplomacy & Statecraft*, volume 26, n° 4, comment, pp. 736-744.
- Robinson A., 1949, « Reviewed Work: Two Memoirs by John Maynard Keynes », *Economic Journal*, Vol. 59, n° 236, pp. 556-559.
- Sen A., 2015, « The Economic Consequences of Austerity », *New Statesman*, 4 June.
- Schuker S. A., 2014, « J. M. Keynes and the Personal Politics of Reparations », (2014, Part 1, *Diplomacy & Statecraft*, vol. 25, n° 3, pp. 453-471.
- Skidelsky R., 1983-2000, *John Maynard Keynes*, Macmillan, 3 volumes, 1021 p.
- Tardieu A., 1921, *La Paix*, réédit Perrin, 2019.
- Tooze A., 2015, *Le déluge 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*, Paris, Les Belles Lettres.
- Valade B., 2018, « John Maynard Keynes et l'art de la négociation diplomatique », *Hermès, La Revue*, vol. 2, n° 2, pp. 32-35.